

Le 9-3, un avant-goût de la France de demain ?

écrit par Jacques Guillemain | 28 mai 2020



La Seine-Saint-Denis, vous connaissez ? Un havre de paix dans les années soixante, avec des cités flambant neuves, fleuries et souriantes, où vivaient les classes populaires en parfaite harmonie et en toute sécurité.

Ni drogue, ni violence, ni viols en tournante, ni rodéos sauvages, ni guet-apens anti-flics, ni caillassages de pompiers, ni règlements de comptes à la Kalach', ni cages d'escaliers délabrées et ascenseurs saccagés. Mais de nombreux commerces, des entreprises et des services publics omniprésents, profitant de l'incroyable boom économique des « Trente Glorieuses ».

La police ? Invisible puisque tout allait bien !

La Seine-Saint-Denis des années soixante n'était peut-être pas le paradis sur Terre, mais les habitants y vivaient heureux, à des années-lumière de l'enfer que ce département est devenu aujourd'hui. On s'y sentait bien.

Car un demi-siècle plus tard, mondialisation et multiculturalisme obligent, la Seine-Saint-Denis est la

parfaite illustration d'un naufrage économique et social, un chaudron en ébullition frappé par le chômage et la violence, où les émeutes sont devenues quasi quotidiennes et où l'État a totalement perdu le contrôle de la situation, refusant même d'y restaurer l'ordre républicain.

Évidemment, les inconditionnels du multiculturalisme, les élus locaux et les communicants du département nous vendent une autre image de la Seine-Saint-Denis, pour en faire le paradis du vivre-ensemble et le département phare du pays. En un mot, la France de demain, la France qui gagne !

<http://lemag.seinesaintdenis.fr/appele>

« Un département dynamique, jeune, métissé, solidaire, écologique et innovant... à l'incroyable bouillonnement artistique et culturel... »

À la lecture d'un tel tableau idyllique, la Seine-Saint-Denis devrait attirer tous les jeunes talents et créateurs de richesses. Mais ce n'est hélas, que le côté face.

Car côté pile, c'est une image désastreuse que véhicule ce département que tout le monde cherche à fuir.

La Seine-Saint-Denis, c'est d'abord la petite phrase de Jean-Pierre Chevènement en 2016, qui évoquait des villes où la ségrégation s'installe, comme à Saint-Denis, où parmi « 135 nationalités il y en a une qui a quasiment disparu ».

Tollé général chez les élus locaux qui s'empressèrent de rappeler que 75 % des habitants étaient de nationalité française, feignant d'ignorer que l'acquisition de la nationalité française n'est pas synonyme d'intégration, loin s'en faut.

La Seine-Saint-Denis, c'est le département le plus pauvre et

le plus criminogène de France, où il y a le plus de morts violentes.

La consommation de drogue y est banalisée. On trouve du cannabis sur Twitter et la part des 18-24 ans ayant expérimenté la cocaïne a quadruplé en 20 ans. Que fait l'État ? Rien !

Avec 85 crimes et délits pour 1 000 habitants, il devance tous les autres départements, y compris la Guyane et Mayotte, tristement célèbres pour leur insécurité.

En ce qui concerne le taux de criminalité par ville, la Seine-Saint-Denis se place largement en tête avec 9 villes citées sur 30, dont le trio de tête ! !

https://fr.wikipedia.org/wiki/Taux_de_criminalit%C3%A9_en_France

Ce département cumule beaucoup de mauvais records, dont une pauvreté et un chômage au-dessus de la moyenne nationale, sans oublier un assistanat démentiel, deux fois plus important qu'ailleurs.

<https://nvo.fr/besoin-urgent-de-services-publics-en-seine-saint-denis/>

Mais le pire est le racisme anti-Juifs ambiant, qui a chassé peu à peu les familles juives du 9-3. On avance le chiffre de 50 000 Juifs qui ont quitté le département.

Au paradis de la diversité, les enfants juifs ont fui les écoles publiques !

<https://www.lci.fr/population/plus-aucun-enfant-juif-dans-les-ecoles-publiques-de-seine-saint-denis-d-ou-vient-cette-affirmation-et-est-elle-vraie-2113490.html>

<https://www.liberation.fr/checknews/2018/04/24/des-chiffres-officiels-revelent-ils-que-50-000-juifs-ont-quitte-la-seine->

[saint-denis-comme-l-affirme_1653588](https://www.causeur.fr/seine-saint-denis-la-france-dapres-176731)

Par conséquent, il ne faut pas s'étonner que ce soit le sauve-qui-peut général pour beaucoup d'habitants et de fonctionnaires, qui cherchent à fuir un département dangereux et si peu attractif.

Que vous soyez enseignant, policier, magistrat ou agent des services publics, sachez que la Seine-Saint-Denis recrute à tours de bras. Primes et avantages de carrière tentent d'attirer les candidats, tant les volontaires se font rares.

<https://www.causeur.fr/seine-saint-denis-la-france-dapres-176731>

Selon l'Éducation nationale, on y enregistre 300 demandes de départ pour une demande d'affectation !! Mais qui veut enseigner dans un climat de violence et de menace, où l'autorité du maître n'est plus reconnue ? Un métier noble et valorisant, méprisé par une frange de la population rebelle à l'autorité de l'État.

Certains se souviennent de Nicolas Revol, auteur de « Sale prof », un best-seller qui décrivait la vie cauchemardesque d'un enseignant en banlieue. Il fut traîné dans la boue par toute la bien-pensance, qui s'acharnait à nier les faits et à dénigrer l'auteur.

Mais aujourd'hui, après 20 années de déni des réalités et de mensonges, combien d'enseignants pensent comme Nicolas Revol ? Le fait est que peu d'entre eux se précipitent pour tenter l'expérience...

Même scénario chez les policiers, qu'ils soient nationaux ou municipaux. Se faire caillasser et cracher dessus pour 1 800 euros par mois, comme on l'a vu régulièrement pendant le confinement, ne suscite guère les vocations.

Côté justice, même combat. Au tribunal de grande instance de

Bobigny, un tiers des magistrats s'en va chaque année.

Comme l'ont confirmé la crise sanitaire et le confinement, la puissance publique a totalement disparu du département, laissant la population libre de ses mouvements et envoyant aux caïds un désastreux signal d'impuissance.

« Ce n'est pas une priorité que de faire respecter dans certains quartiers les fermetures de commerces et de faire cesser les rassemblements », a déclaré le secrétaire d'État à l'Intérieur, Laurent Nunez, le 18 mars.

Résultat : le département le plus jeune de France a connu le taux de mortalité le plus élevé du pays avec le Grand-Est.

Démision et renoncement de l'État ont fait de la Seine-Saint-Denis un département au-dessus des règles, avec des zones de non-droit livrées aux caïds et aux barbus, qui ne reconnaissent plus la loi républicaine.

Devant ce naufrage républicain, élus locaux et associations réclament toujours plus d'argent, alors que ce département a bénéficié d'innombrables « plans banlieue », en pure perte !

Sur 580 000 ménages, sans compter les dizaines de milliers de clandestins toujours plus nombreux, 100 000 quittent le département chaque année, remplacés par 75 000 autres familles, encore plus pauvres.

Comment éradiquer la pauvreté en France quand des centaines de milliers de déshérités, illettrés pour la plupart, viennent chaque année grossir le flot des assistés ? Malgré un budget social de 750 milliards, record mondial, la France ne cesse de s'appauvrir.

Et avec la crise sanitaire, qui va se traduire par 300 milliards de dettes supplémentaires, une chute du PIB de 10

% et un ou deux millions de chômeurs de plus, tout va s'aggraver.

Au rythme actuel de l'immigration, qui repart avec la fin du confinement, le naufrage économique, sécuritaire et identitaire du pays ne peut que s'accélérer.

La Seine-Saint-Denis, avec son lot de misère et de violences, avec sa fracture identitaire irréductible, c'est la France de demain. C'est la France que veut Macron.

Un bond en arrière gigantesque qui va disloquer la nation à jamais.

<https://ripostelaique.com/le-9-3-un-avant-gout-de-la-france-de-demain.html>